

Le 27 janvier 1945, Auschwitz était libéré par les Soviétiques ; 27 janvier 2022, Draghi enferme les non vaccinés

écrit par Gigoblu | 27 janvier 2022



Lorsque l'actualité rejoint l'histoire tragique

Il y a 77 ans aujourd'hui, le 27 janvier 1945 « anus mundi »
(l'[anus du monde](#)) le camp d'extermination d'Auschwitz Birkenau

était libéré par l'armée soviétique.

On nous reproche souvent de comparer la situation actuelle de ceux qui refusent l'injection génique expérimentale génocidaire avec le sort subi par les Juifs dans les années noires en Allemagne. Ce serait dit-on, exagéré.

Alors parlons des Tziganes. Toute ressemblance avec des événements actuels serait fortuite.

Un peu d'histoire :

Les premières mesures qui frappent les Tziganes sont prises en Allemagne en 1937 et 1938 dans le cadre de la prévention de la lutte contre les « asociaux »

Le 17 octobre 1939, une ordonnance précise que les Tziganes sont assignés à résidence sous peine d'incarcération en KZ (camps d'internement). Ici, en Italie, à partir du 1er février, les « asociaux » qui refusent la piqûre ne pourront plus se rendre, libres de toute contrainte sanitaire (green pass), à la poste et à la banque entre autres. Une façon pour l'État italien de « couper les vivres » des récalcitrants à sa dictature. Sans oublier bien sûr tous ceux qui ont déjà perdu leur travail et donc leur gagne pain du jour au lendemain sans indemnités et se retrouvent plongés dans la misère et le désespoir (soignants, médecins, policiers, enseignants ...). Avec la circonstance aggravante qu'aujourd'hui, contrairement aux années trente précédant le deuxième conflit mondial, il n'est plus possible aux exclus de la société de pouvoir fuir à l'étranger. Et l'Italie a décrété la vaccination obligatoire des plus de 50 ans (tous statuts confondus). Les récalcitrants devront payer des amendes et les chômeurs qui résistent aux injections seront privés d'allocations. Les autorités bafouent sans remords de nombreux articles de la Constitution italienne sensés protéger la population de tels excès.

Le 5 février 1940, le Procureur général de Graz (un magistrat) propose au ministre de la Justice de stériliser globalement

les Tziganes qui, par leurs mœurs, représentent un danger racial. On se demande bien aujourd'hui pourquoi de semblables esprits pervers et criminels s'acharnent à vouloir « vacciner » des jeunes, des femmes enceintes et des enfants qui ne risquent pratiquement rien d'un virus très inoffensif mais qui risquent beaucoup des conséquences potentiellement mortelles ou gravement invalidantes de cette injection de tous les dangers, dont leur stérilisation !

Le 27 avril 1940, le Reichsführer SS Heinrich Himmler ordonne l'arrestation de 2500 Tziganes de l'Ouest et du Nord-Ouest et leur transfert dans le gouvernement général – à Auschwitz-. Pour les Tziganes « ils y entreront par la porte et ils en sortiront par la cheminée » selon les propos du médecin chef du camp, le célèbre « docteur » eugéniste Joseph Mengele.

Finalement, de nombreux responsables du crime nazi, des politiques, des juristes, des magistrats, des scientifiques, des responsables de la propagande, des médecins et leurs acolytes seront jugés, condamnés à mort et pendus à l'issue des procès de Nuremberg. L'histoire se répète aujourd'hui.

En fait nous sommes coincés car ceux qui pratiquent aujourd'hui leur crime planifié savent que s'ils perdent ils seront jugés de façon impitoyable par ceux qui rendront justice à leurs victimes. Ils sont engagés dans une fuite en avant sans issue et les mesures qu'ils imposent à la population sont de plus en plus coercitives, mortifères, absurdes et sans aucun fondement scientifique. Ils savent que s'ils perdent leur pouvoir ils sont finis.

Et ceux qui s'imaginent qu'en obéissant aux injonctions de ces criminels ils retrouveront leurs libertés confisquées se bercent d'illusions et se préparent des lendemains douloureux. Il faudra aussi, et c'est très important, savoir

tenir compte de ceux qui, au début de la dictature, ont défendu ces positions mais ont finalement rejoint le camp des résistants lucides. Je pense par exemple en France au journaliste David Pujadas, ou encore au médecin Martin Blachier.

Aujourd'hui comme alors, une majorité de politiques, de banquiers de magistrats et de médias aux ordres ont choisi de servir le camp de la dictature. Aujourd'hui comme alors de pseudo scientifiques et des médecins expérimentateurs eugénistes et transhumanistes se livrent à des expériences douteuses et potentiellement mortelles sur des victimes innocentes qu'ils ont au préalable sélectionnées. Et aujourd'hui comme alors des industries pharmaceutiques toutes puissantes (et souvent déjà lourdement condamnées par le passé) se chargent de livrer les poisons tueurs.

Pendant la Shoah, Bayer se chargeait de fournir le Ziklon B utilisé dans les chambres à gaz. Aujourd'hui, Bayer existe toujours en collaboration avec Pfizer et Moderna ...

En espérant éviter un nouvel Auschwitz, vivement un Nuremberg II !

A bon entendeur ...

Franchement, est-ce trop demander ?

« *Tu ne te vaccines pas, tu es contagieux tu tombes malade et tu meurs* » **Mario Draghi**, banquier.

« *Tu ne te vaccines pas, tu sauves le monde* » **Luc Montagnier**, Nobel de médecine.